



**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**  
**COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES**

**Quarante-neuvième session**

**Ottawa, Canada**

**11 mai — 15 mai 2026**

**RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL VIRTUEL SUR LES LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À  
L'APPLICATION DES DISPOSITIONS EN MATIÈRE D'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN  
SITUATION D'URGENCE**

*Préparé par le Groupe de travail virtuel présidé par les États-Unis d'Amérique (États-Unis)*

**Introduction**

Un groupe de travail virtuel (GTV) a été convoqué avant la quarante-neuvième session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL49) et présidé par les États-Unis d'Amérique afin d'examiner le point 7 de l'ordre du jour relatif au projet de lignes directrices sur l'application des dispositions en matière d'étiquetage des denrées alimentaires en situation d'urgence (étape 4). Le GTV s'est déroulé en anglais, en espagnol et en français.

L'objectif de cette séance était de parvenir à un consensus sur les questions relevant du champ d'application de cette discussion, notamment la question de savoir si le document établit un équilibre approprié entre un niveau de généralité suffisant et la formulation de directives adéquates destinées aux autorités compétentes, ainsi que sur la structure et l'organisation du document et d'autres questions connexes.

La Présidence du GTV a présenté le programme du groupe de travail ainsi que les documents de référence (document de travail relatif au point 7 de l'ordre du jour CX/FL 26/49/7 et observations énoncées en réponse à la CL 2026/09— FL dans le document CX/FL 26/49/7 Add.1).

La Présidence du GTV a présenté un résumé général de l'évolution de ce point de l'ordre du jour depuis le CCFL48, notamment deux cycles de consultation menés dans le cadre du Groupe de travail électronique (GTE) après le CCFL48.

**Discussion et recommandations concernant le projet de lignes directrices sur l'application des dispositions relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires en situation d'urgence**

**Section 1 — Objet**

«1. Les présentes lignes directrices ont pour objet de soutenir **un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat** en situation d'urgence et fournissent des principes et des critères généraux de prise de décision. Ces lignes directrices peuvent être utilisées pour l'examen et l'application flexible des exigences relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires dans les situations d'urgence entraînant d'importantes perturbations des chaînes d'approvisionnement. Elles garantissent que les flexibilités appliquées par les autorités compétentes en matière d'étiquetage des denrées alimentaires dans de telles situations d'urgence sont temporaires, justifiées, proportionnées et fondées sur les risques, afin de préserver la sécurité sanitaire des aliments et les pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires dans des situations d'incertitude.»

**Discussion:** Le GTV est généralement convenu que la section relative à l'objet devait demeurer pour l'essentiel inchangée. Certains membres ont évoqué la nécessité de supprimer les références à la «flexibilité du commerce mondial» et de mettre davantage en avant l'expression «approvisionnement alimentaire sûr et adéquat». Le GTV est globalement convenu que ces modifications reflétaient un élément essentiel de ces travaux. Certains observateurs ont souligné la nécessité d'inclure une référence à la «nutrition» dans le texte, compte tenu de son importance pour les populations touchées par des situations d'urgence, tandis que des membres ont exprimé des réserves quant à l'inclusion d'une telle référence. La Présidence du GTV a indiqué que rien, dans le texte actuel, n'empêche les autorités compétentes de prendre en considération les questions nutritionnelles lors de l'évaluation des flexibilités.

**Recommandation:** Il est recommandé que le Comité accepte l'ajout de l'expression «un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat» comme étant suffisant pour décrire l'objet de ces travaux.

## **Section 2 — Champ d'application**

«2.1 Les présentes lignes directrices s'appliquent à l'application flexible d'une ou plusieurs exigences relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires par les autorités compétentes en situation d'urgence, afin de maintenir un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat sans induire le consommateur en erreur ni compromettre la sécurité sanitaire des aliments (ci-après dénommées «flexibilités»). **[Les présentes lignes directrices ne doivent pas être utilisées par des entités autres que les autorités compétentes pour [accorder/mettre en œuvre] une flexibilité réglementaire.]»**

**Discussion:** Le GTV a examiné si les lignes directrices indiquaient avec suffisamment de clarté que seules les autorités compétentes peuvent accorder ou mettre en œuvre une flexibilité en matière d'étiquetage des denrées alimentaires en situation d'urgence. Certains membres ont souligné les nombreuses références, dans le texte, aux mesures prises par les autorités compétentes, et la Présidence du GTV a précisé que le texte s'adressait aux autorités compétentes. D'autres membres ont estimé qu'un libellé plus explicite était nécessaire dans la section relative au champ d'application afin d'exclure que des entités autres que les autorités compétentes puissent utiliser les lignes directrices comme fondement pour promouvoir de telles flexibilités. Un texte entre crochets a été ajouté à la section 2.1 relative au champ d'application afin de faciliter l'examen de cette question. Certains membres ont toutefois indiqué que cet ajout pourrait être redondant et inutile.

**Recommandation:** Il est recommandé que le Comité examine, lors de la séance plénière du CCFL49, le texte entre crochets figurant à la section 2.1, compte tenu de la clarification apportée par la Présidence du GTV selon laquelle l'ensemble des lignes directrices est destiné à orienter l'action des autorités compétentes.

## **Section 2 — Autres modifications**

Le GTV est convenu de quelques modifications mineures du texte visant à clarifier l'accent mis sur le rôle des autorités compétentes, notamment dans les sections 2.1.2 et 2.1.3. Le GTV est également parvenu à un consensus sur l'ajout d'un élément à la section 2.1.4 afin d'éviter tout mauvais usage des lignes directrices pour faciliter l'élimination inappropriée de denrées alimentaires.

## **Section 3. Considérations générales relatives aux flexibilités en matière d'étiquetage des denrées alimentaires en situation d'urgence**

«3.1.9 Envisager de tirer parti des approches fondées sur les technologies (CXG 105-2024, Lignes directrices sur l'utilisation des technologies pour fournir des informations sur les denrées alimentaires dans l'étiquetage des denrées alimentaires) ~~[ou d'autres moyens alternatifs de rendre l'information sur les denrées alimentaires disponible pour améliorer la disponibilité de l'information alimentaire]~~ à toutes les parties prenantes appropriées (c'est-à-dire les exploitants du secteur alimentaire [ESA], les pays, les consommateurs et les autorités compétentes).»

**Discussion:** Le GTV a examiné la clause additionnelle figurant après la référence aux *Directives sur l'utilisation de la technologie pour fournir des informations sur les denrées alimentaires dans l'étiquetage des aliments* (CXG 105-2024). Un membre a remis en question l'inclusion de l'expression «ou d'autres moyens alternatifs permettant de mettre les renseignements sur les denrées alimentaires à disposition afin d'améliorer l'accessibilité de ces informations». Un autre membre a indiqué que ce libellé visait à tenir compte du fait qu'il peut exister d'autres moyens de communiquer les renseignements sur les denrées alimentaires au-delà des technologies, tels que des documents d'accompagnement ou une signalisation. Le président a noté que les dispositions du document CXG 105-2024 s'appliqueraient également dans le contexte des présentes lignes directrices. Il a été proposé de supprimer les mots «afin d'améliorer l'accessibilité de ces renseignements», ceux-ci étant jugés redondants.

**Recommandation:** Il est recommandé que le Comité examine, lors de la session plénière du CCFL49, le texte entre crochets ainsi que la suppression proposée à la section 3.1.9, compte tenu des discussions du GTV selon lesquelles le texte entre crochets vise à refléter les moyens non technologiques de mise à disposition des informations sur les denrées alimentaires lorsque cela est nécessaire et autorisé.

«3.1.11 Examiner et atténuer~~[prendre en compte/ne pas introduire]~~ tout risque particulier pour des populations particulières~~[vulnérables]~~ dans le pays où la denrée alimentaire sera consommée (par exemple les nourrissons, les jeunes enfants et les personnes ayant des besoins alimentaires particuliers).»

**Discussion:** Le GTV a examiné la possibilité d'inclure une référence à la nécessité, pour les autorités compétentes, de prendre en considération les risques pour certaines populations ou populations vulnérables lors de l'examen et de l'autorisation d'une flexibilité proposée. Un membre a exprimé son soutien général à l'inclusion de cette section. Certains observateurs ont demandé un libellé plus détaillé ainsi qu'une liste plus étendue d'exemples de catégories de populations vulnérables. Le GTV a examiné le libellé le plus approprié pour garantir que les populations particulières ou vulnérables soient prises en compte dans l'analyse effectuée par les autorités compétentes concernant les flexibilités proposées. Cette discussion a notamment porté sur

les mesures les plus efficaces permettant aux autorités compétentes d'évaluer les risques spécifiques, ainsi que sur la manière dont les populations devraient être qualifiées (par exemple particulières, vulnérables ou les deux).

**Recommandation:** Il est recommandé que le Comité examine, lors de la session plénière du CCFL49, le texte entre crochets et les choix de termes figurant à la section 3.1.11. Cette section vise à faire explicitement référence à la nécessité, pour les autorités compétentes, de prendre en considération les populations particulières ou vulnérables dans leur évaluation des flexibilités proposées.

### 3.2 Mise en œuvre et suivi des flexibilités autorisées

«3.2.1 Lorsqu'un exploitant du secteur alimentaire met en œuvre une flexibilité autorisée pendant une situation d'urgence, les autorités compétentes devraient:

3.2.2 [Consulter tout pays vers lequel des produits faisant l'objet de la flexibilité pourraient être exportés afin de s'assurer de l'accord du pays importateur concernant la flexibilité autorisée avant l'exportation de tels produits vers ce pays importateur.]»

**Discussion:** Le GTV a longuement examiné la section 3.2.2 concernant la nécessité, pour les pays exportateurs, d'obtenir l'accord du pays importateur pour tout produit faisant l'objet d'une flexibilité en matière d'étiquetage. La Présidence du GTV a souligné l'importance de ce principe depuis le début des travaux ainsi que l'accord solide des membres quant à son inclusion, sous réserve d'un consensus sur le libellé. Certains membres ont estimé que le texte pourrait être trop prescriptif en indiquant que les autorités compétentes «devraient consulter tout pays vers lequel des produits faisant l'objet de la flexibilité pourraient être exportés». Un membre a indiqué que, d'après son expérience, les exploitants du secteur alimentaire eux-mêmes peuvent, dans certaines situations d'urgence, solliciter des flexibilités auprès du pays importateur. Certains membres ont répondu que, de manière générale, l'accord relatif à une flexibilité accordée par un pays importateur relèverait d'une interaction entre autorités compétentes.

**Recommandation:** Il est recommandé que le Comité examine, lors de la séance plénière du CCFL49, le texte entre crochets figurant à la section 3.2.2. Plus précisément, le Comité est invité à examiner dans quelle mesure le ton de cette section devrait être prescriptif ou conditionnel, compte tenu à la fois de l'importance de notifier les pays importateurs et d'obtenir leur accord en période d'urgence, ainsi que de la nécessité pour les autorités compétentes d'agir dans les limites de leur mandat dans des situations propres au contexte. Il est également noté que le principe consistant à obtenir l'accord du pays importateur pour toute flexibilité appliquée à des produits destinés à l'exportation a constitué, et demeure, un élément essentiel de ces travaux.

### Section 3 — Autres modifications

Le GTV est convenu de ne pas inclure le texte entre crochets figurant dans l'ancienne section 3.1.2 (désormais section 3.1.1 supprimée par biffure), lequel avait été inséré pour examen à la suite de la Lettre circulaire. Plusieurs membres ont estimé que ce texte n'était pas nécessaire, l'intention de cette section étant déjà couverte par d'autres parties du texte.

À la section 3.1.2, un membre a proposé d'ajouter une formulation pour s'assurer de la transparence du texte et pour simplifier le projet de texte. Il a été convenu d'intégrer le concept de promotion d'une communication transparente dans le texte existant plutôt que d'ajouter une nouvelle phrase.

Des modifications apportées à la section 3.1.3 ont été approuvées par le GTV afin de la harmoniser avec la terminologie relative aux allergènes alimentaires figurant dans la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), et en réponse à l'observation d'un membre selon laquelle le terme «hypersensibilité» n'était plus utilisé au sein du Codex. Il a également été souligné que ces modifications couvraient les exemples ultérieurs relatifs à l'étiquetage des allergènes et du gluten; le GTV est donc convenu de supprimer ces exemples figurant entre parenthèses.

À la section 3.1.10, il a été convenu d'ajouter une référence à la section 4 (Principes généraux) de la *Norme générale sur l'étiquetage des récipients de denrées alimentaires non destinés à la vente au détail* (CXS 346-2021) afin de préciser que la disposition s'appliquait aux deux textes mentionnés. Des discussions ont également eu lieu concernant l'expression «n'affecterait pas le respect de», un observateur ayant proposé de la remplacer par «tenir dûment compte de»; toutefois, certains membres ne se sont pas déclarés favorables à cette substitution, et le GTV est convenu de la nouvelle formulation «se conformerait à» pour des raisons de clarté et de concision.

**Numérotation:** Compte tenu de plusieurs commentaires reçus pendant le GTV et en réponse à la Lettre circulaire, la Présidence du GTV a ajusté la numérotation du projet de texte, de sorte que les sections 4 et 5 sont désormais devenues les sections 3.2 et 3.3, respectivement.

**Questions additionnelles:**

Communication/consultation des parties prenantes: Plusieurs observateurs ont exprimé la nécessité de disposer d'un texte plus explicite et plus détaillé concernant les mécanismes de communication et de consultation des parties prenantes. La Présidence du GTV a suggéré que ces observateurs envisagent de proposer un texte à l'examen du Comité, en rappelant que des dispositions supplémentaires relatives à une communication «claire et transparente» avec les parties prenantes ont été ajoutées lors de la réunion du GTV (section 3.1.2).

Traduction espagnol/anglais: Un membre a signalé un éventuel problème dans la traduction espagnole de la section 3.1.1, où le libellé utilisé est plus contraignant que dans la version anglaise (emploi de «deben» au lieu de «deberían» pour traduire le terme «should»). La Présidence du GTV a indiqué qu'elle travaillerait avec ce membre afin de garantir une traduction espagnole exacte en vue de la session plénière.

**Recommandations pour la séance plénière**

Le GTV invite le CCFL49 à:

- examiner le projet de lignes directrices actualisé figurant à l'annexe I;
- déterminer si le texte est prêt à passer à l'étape suivante dans le cadre de la procédure du Codex;
- le cas échéant, envisager la reconstitution du groupe de travail électronique afin de poursuivre l'élaboration du projet de lignes directrices.

## ANNEXE I

**PROJET DE LIGNES DIRECTRICES SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN SITUATION D'URGENCE**

*Les modifications apportées par le GTV sont indiquées en caractères gras et soulignés.*

**Objet**

Les présentes lignes directrices ont pour objet de soutenir **un approvisionnement alimentaire sûr** et adéquat en situation d'urgence et fournissent des principes et des critères généraux de prise de décision. Ces lignes directrices peuvent être utilisées pour l'examen et l'application flexible des exigences relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires dans les situations d'urgence entraînant d'importantes perturbations des chaînes d'approvisionnement. Elles garantissent que les flexibilités en matière d'étiquetage des denrées alimentaires appliquées par les autorités compétentes dans de telles situations d'urgence sont temporaires, justifiées, proportionnées et fondées sur les risques, afin de maintenir la sécurité sanitaire des aliments et des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires dans des situations d'incertitude.

**Portée**

2.1 Les présentes lignes directrices s'appliquent à l'application flexible d'une ou plusieurs exigences relatives à l'étiquetage des denrées alimentaires par les autorités compétentes en situation d'urgence, afin de maintenir un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat sans induire le consommateur en erreur ni compromettre la sécurité sanitaire des aliments (ci-après dénommées « flexibilités »). **[Les présentes lignes directrices ne doivent pas être utilisées par des entités autres que les autorités compétentes pour [accorder/mettre en œuvre] une flexibilité réglementaire.]**

2.1.2 Aux fins des présentes lignes directrices, on entend par situation d'urgence un événement exceptionnel et temporaire, **tel que décrit par les autorités compétentes**, qui entraîne une perturbation importante de la chaîne d'approvisionnement alimentaire internationale, régionale, nationale ou locale, en tout ou en partie. Les situations d'urgence ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement ou les pénuries alimentaires qui en résultent peuvent survenir en raison de scénarios tels que les pandémies humaines, les éclosions de maladies animales ou végétales, les catastrophes environnementales ou naturelles, les perturbations des infrastructures critiques, les guerres et crises humanitaires, les sécheresses ou d'autres scénarios comparables.

2.1.3 Aux fins des présentes lignes directrices, les flexibilités désignent un **accord des autorités compétentes** permettant une non-conformité spécifique, fondée sur les risques, à certaines dispositions relatives à l'étiquetage mises en œuvre pendant une situation d'urgence, dans la mesure et pour la durée strictement nécessaires afin de faciliter un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat et de contribuer à la stabilisation des chaînes d'approvisionnement, sans compromettre la sécurité sanitaire des aliments ni induire le consommateur en erreur **tel que déterminé par les autorités compétentes**. Les flexibilités peuvent inclure, entre autres, des considérations telles que des modifications des formats d'étiquetage, l'étiquetage de substitutions d'ingrédients ne compromettant pas la sécurité sanitaire des aliments, l'écoulement maîtrisé des stocks d'étiquettes existants, ou des exigences linguistiques relatives à des éléments d'étiquetage ne présentant pas de risque pour la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que d'autres flexibilités telles que déterminées par les autorités compétentes.

2.1.4 Aux fins des présentes lignes directrices, les flexibilités en matière d'étiquetage des denrées alimentaires ne sont pas destinées à réduire les coûts de production, à atténuer des pressions commerciales ou liées au commerce, **à faciliter une élimination inappropriée**, ni à conférer un avantage économique pour répondre à des considérations de marché ou de production non liées à une situation d'urgence.

2.2 Les présentes lignes directrices s'appliquent aux denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) ainsi qu'aux récipients non destinés à la vente au détail contenant des denrées alimentaires (CXS 346-2021). Les termes « étiquette » et « étiquetage » utilisés dans les présentes lignes directrices sont définis dans la CXS 1-1985.

2.3 Les présentes lignes directrices visent à faciliter la proposition, l'examen, la mise en œuvre et le suivi, ainsi que la clôture des flexibilités pendant et après les situations d'urgence.

2.4 Les présentes lignes directrices s'appliquent au commerce intérieur **et** aux denrées alimentaires faisant l'objet d'échanges commerciaux, sous réserve de l'accord du pays importateur.

**Considérations générales relatives aux flexibilités en matière d'étiquetage des denrées alimentaires en situation d'urgence**

En situation d'urgence, lorsqu'une autorité compétente prend connaissance d'un besoin ou d'une proposition de flexibilité, les présentes lignes directrices s'appliquent.

### 3.1 Examen et autorisation d'une flexibilité

Lors de l'examen d'une flexibilité proposée ou de l'autorisation d'une flexibilité en situation d'urgence, les autorités compétentes devraient:

3.1.1 S'assurer, dans la mesure du possible avant la survenue de la situation d'urgence, qu'elles disposent de l'autorité suffisante pour accorder des flexibilités en situation d'urgence;

~~[3.1.1 Examiner les demandes de flexibilité concernant les exigences d'étiquetage reçues des autorités compétentes du pays exportateur, lorsque la flexibilité proposée a été évaluée par l'autorité compétente du pays exportateur comme étant conforme aux présentes lignes directrices.]~~

3.1.2 Appliquer une approche fondée sur le risque lors de l'examen ou de l'autorisation des demandes de flexibilités en situation d'urgence, en tenant compte de toute responsabilité des parties prenantes, des procédures à suivre et de la communication avec les consommateurs et l'ensemble des parties prenantes concernées, et **favoriser une communication claire et transparente** à toutes les parties prenantes concernées **concernant** l'application d'une telle approche;

3.1.3 S'assurer que la flexibilité proposée ne compromette pas l'innocuité des aliments (par exemple, les instructions d'utilisation relatives à la sécurité) et n'introduise pas de risques pour la santé tels que les **aliments allergènes et les allergènes alimentaires connexes ou les ingrédients connus pour provoquer une hypersensibilité** qui ne sont pas pris en compte par un étiquetage approprié ~~(par ex. l'étiquetage des allergènes et du gluten)~~, et que la flexibilité proposée ne soit pas utilisée de manière abusive pour introduire l'utilisation d'un aliment ou ingrédient non approuvé ou non sûr;

3.1.4 Vérifier que la flexibilité proposée contribuera de manière substantielle à atténuer les effets de la situation d'urgence sur la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat dans le pays ou la région où l'aliment est commercialisé **et** consommé, et que les dispositions existantes en matière d'étiquetage des aliments, bien qu'efficaces dans des conditions normales, compromettraient désormais ou auraient une incidence négative significative sur la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat.

3.1.5 Fonder l'examen de la flexibilité proposée sur une évaluation des risques pour l'innocuité des aliments et la santé des consommateurs découlant de la mise en œuvre des flexibilités dans le contexte de la situation d'urgence, en utilisant toutes les informations pertinentes et disponibles, en évaluant toute solution de remplacement à la flexibilité proposée et en confirmant que la flexibilité n'entraîne pas d'avantage concurrentiel indu pour un ou plusieurs ESA par rapport aux autres.

3.1.6 Veiller à ce que les dossiers relatifs à la flexibilité proposée soient conservés au besoin;

3.1.7 Confirmer avec toutes les parties prenantes concernées la période prévue pendant laquelle la flexibilité proposée sera nécessaire, en veillant à ce que la flexibilité soit applicable uniquement pendant la période au cours de laquelle des impacts négatifs significatifs liés à la situation d'urgence sont observés, et à ce que la flexibilité proposée soit adaptée de manière proportionnée afin de remédier aux incidences négatives significatives résultant de la situation d'urgence;

3.1.8 Lors de l'examen des flexibilités proposées pour différentes denrées, appliquer des principes cohérents dans l'application des flexibilités en fonction des impacts de la situation d'urgence sur la disponibilité d'un approvisionnement alimentaire sûr et adéquat.

3.1.9 Envisager de tirer parti des approches fondées sur les technologies (CXG 105-2024, Lignes directrices sur l'utilisation des technologies pour fournir des informations sur les denrées alimentaires dans l'étiquetage des denrées alimentaires) ~~[ou d'autres moyens alternatifs de rendre l'information sur les denrées alimentaires disponible pour améliorer la disponibilité de l'information alimentaire]~~ à toutes les parties prenantes appropriées (c'est-à-dire les ESA, les pays, les consommateurs et les autorités compétentes).

3.1.10 Veiller à ce que la flexibilité proposée ne compromette pas le respect des sections 3.1 et 3.2 de la Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985) ni de la **section 4 de la Norme générale sur l'étiquetage des récipients de denrées alimentaires non destinés à la vente au détail** (CXS 346-2021).

3.1.11 Examiner et atténuer ~~[prendre en compte/ne pas introduire]~~ tout risque particulier pour des populations ~~[vulnérables]~~ dans le pays où la denrée alimentaire sera consommée (par exemple les nourrissons, les jeunes enfants et les personnes ayant des besoins alimentaires particuliers).

### 3.2 Mise en œuvre et suivi des flexibilités autorisées

3.2.1 Lorsqu'un ESA met en œuvre une flexibilité autorisée pendant une situation d'urgence, les autorités compétentes devraient:

3.2.2 **【** Consulter tout pays vers lequel des produits visés par la flexibilité pourraient être exportés afin d'obtenir l'accord du pays importateur concernant la flexibilité autorisée avant l'exportation de tels produits vers ce pays importateur. **】**

3.2.3 Surveiller la mise en œuvre de la flexibilité, à l'aide des dossiers conservés par l'ESA et l'autorité compétente, destinés à documenter la mise en œuvre de la flexibilité et à permettre la traçabilité<sup>1</sup> lorsque cela est possible dans la situation d'urgence;

3.2.4 Notifier en temps opportun, par tous les moyens efficaces, la flexibilité autorisée, y compris tout recours aux technologies, aux ESA, aux pays et au public, en tirant parti, selon qu'il convient, des réseaux internationaux tels que le réseau INFOSAN (International Food Safety Authorities Network) et d'autres organismes internationaux pertinents, ~~selon qu'il convient~~.

### **3.3 Conclusion de la mise en œuvre des flexibilités autorisées**

3.3.1 Lorsqu'elles mettent fin à l'utilisation d'une flexibilité autorisée, les autorités compétentes devraient:

3.3.2 Informer les ESA, les pays et le public que les flexibilités temporaires accordées pendant la situation d'urgence ne sont plus en vigueur.

3.3.3 Veiller à ce que l'ESA démontre la cessation de la flexibilité conformément à ce qui est déterminé par l'autorité compétente, en tenant également compte de la manière dont seront traités les produits fabriqués pendant la situation d'urgence qui demeurent disponibles à la vente après la fin de celle-ci (c.-à-d. les stocks commerciaux).

3.3.4 ~~Si possible, é~~Évaluer les résultats de toute flexibilité accordée pendant la période de la situation d'urgence en consultation avec les parties prenantes concernées et adapter, si nécessaire, le ou les plans d'urgence pertinents du pays en conséquence afin de promouvoir la résilience lors de futures situations d'urgence.

---

<sup>1</sup> Voir les *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006)